
[Sondage]
**Les Français face à la crise
énergétique**

OPÉRATION SPÉCIALE - AVRIL 2026




Think tank de référence en France et en Europe, l'Institut Montaigne est un espace de réflexion indépendant au service de l'intérêt général. Ses travaux prennent en compte les grands déterminants économiques, sociétaux, technologiques, environnementaux et géopolitiques afin de proposer des études et des débats sur les politiques publiques françaises et européennes. Il se situe à la confluence de la réflexion et de l'action, des idées et de la décision.

OPÉRATION SPÉCIALE - Avril 2026

[Sondage] Les Français face à la crise énergétique



Les opérations spéciales de l'Institut Montagne sont des expérimentations territoriales, des chiffrages ou des initiatives ponctuelles visant à décrypter et à alimenter les moments saillants de notre vie démocratique.



**Note
d'éclairage**

Se situer
et rendre
intelligible notre
environnement

**Note
d'enjeux**

Poser des
constats et
identifier des
problématiques

**Note
d'action**

Formuler
des recom-
mandations
opérationnelles

**Opération
spéciale**

Sonder,
chiffrer,
expérimenter

Rapport

Analyser
et proposer
collégalement
des solutions
de long terme

Joseph Dellatte

Responsable des études et Expert Résident – Climat et énergie

Joseph Dellatte est responsable des études Énergie et Climat de l'Institut Montaigne et Expert Résident au sein du programme Asie. Ses thématiques de recherche incluent les politiques industrielles de décarbonation, la tarification du carbone, le financement de la transition écologique et les relations entre l'Europe et l'Asie en matière de climat. Il est titulaire d'un doctorat et d'une maîtrise en économie et politique environnementale de l'université de Kyoto (2016-2021), d'un bachelors en Philosophie & Lettres (2008-2011) et d'une maîtrise en histoire et relations internationales de l'université de Liège (2011-2013).

Pour l'Institut Montaigne, il est l'auteur des notes d'action « *Cleantech : transformer les coentreprises chinoise en Europe* » (décembre 2025) et « *Cleantech : réduire nos dépendances stratégiques à la Chine* » (Juillet 2025), du rapport « *Forger l'industrie post-carbone : Comparatif Europe-Asie* » (octobre 2024), de la note d'action « *Construire une politique étrangère économique européenne, avec et sans les États-Unis* » (mai 2025, avec Mathieu Duchâtel et François Godement), de la note d'enjeux « *Politique de décarbonation industrielle : les multiples défis de l'hydrogène* » (février 2023, avec Georgina Wright) et de « *Bienvenue au club climat : perspectives pour l'Europe et l'Asie* » (octobre 2022).

Hugo Jennepin Reyero

Chargé de projets - Énergie et décarbonation

Hugo Jennepin Reyero est chargé de projets – Énergie et décarbonation à l'Institut Montaigne depuis septembre 2025. Il s'intéresse aux grands enjeux énergétiques français et européens, notamment à l'électrification des usages et des industries. Auparavant, ses thématiques de recherches ont inclus les politiques industrielles et de transition juste, l'économie sociale et solidaire ainsi que le concept de limites planétaires.

Diplômé de Sciences Po Paris et de l'Université de S' Gall (Suisse) en économie internationale et gouvernance, Hugo s'est spécialisé sur les enjeux énergétiques et environnementaux au niveau européen, et a notamment travaillé au sein du Ministère de la Transition Écologique espagnol et auprès d'institutions de recherche.

Face à la crise énergétique liée à la guerre au Moyen-Orient, l'Institut Montaigne, en partenariat avec Verian, a réalisé un sondage auprès de 1 000 personnes en France. Ce dernier met en lumière une société qui a intégré la répétition des chocs énergétiques, et qui s'en inquiète ; **92 % des Français** se disent préoccupés par la hausse des prix de l'énergie (dont **54 %** « beaucoup »). Si les attentes de protection restent, par défaut, orientées vers le prix des carburants et le court terme, une sensibilité de l'opinion se dessine envers des mesures plus structurelles de réduction des dépendances énergétiques. Six enseignements opérationnels en ressortent pour l'action publique, qui montrent une fenêtre d'opportunité pour une électrification des usages (mobilité, chauffage) qui devient un véritable bouclier de sécurité économique pour notre pays.

- La crise énergétique est désormais perçue comme **structurelle** : **68 %** des répondants estiment que « ce type de crise va se répéter régulièrement ». Quatre ans après la crise de l'énergie liée à l'invasion russe de l'Ukraine, les Français ont intégré que la dépendance aux hydrocarbures importés est une question de sécurité économique à résoudre.
- La crise révèle une **fracture territoriale et de mobilité** : **82 % des sondés se déclarent impactés par la hausse des carburants**, avec un effet maximal chez les ménages dépendants de la voiture et dans les territoires peu denses. L'impact budgétaire des carburants est nettement plus élevé dans les zones peu denses (**50 %** d'impact important déclaré dans les grands centres urbains contre **≈68 %** dans le rural à habitat dispersé), et l'accès aux alternatives est asymétrique (jusqu'à **70-77 %** des ruraux dispersés déclarent impossible d'augmenter l'usage des transports collectifs).

- Les ménages les plus exposés sont souvent les moins en capacité d'absorber le choc : **34 %** jugent le poids des dépenses d'énergie « difficilement supportable », proportion qui monte à **≈78 %** chez ceux qui ont des difficultés à payer leurs factures « la plupart du temps » ; ces mêmes ménages réduisent plus souvent des dépenses essentielles (jusqu'à **≈65 %**). Ce noyau de vulnérabilité correspond aux ménages les moins en mesure d'ajuster leurs modes de vie (locataires, maisons individuelles, chauffage fossile, usage quotidien d'un véhicule thermique).
- L'enquête met en évidence l'existence d'un « **bouclier électrique** » **réel mais peu visible** : les ménages chauffés au gaz déclarent beaucoup plus souvent un impact important de la hausse des prix (**≈56–60 %**) que ceux équipés de pompe à chaleur (**≈25 %**), alors que l'idée que l'électrique protège n'est partagée que par **40 %** des ménages (et **47 %** sont en désaccord). Dans les faits, l'électrification constitue une protection contre les chocs fossiles, mais cela ne percole pas dans les perceptions.
- Le soutien aux aides fossiles n'est pas un rejet idéologique de la transition mais une demande de protection immédiate **conjoncturelle** : la baisse des taxes sur les carburants est très soutenue à court terme (citée dans le top 3 des mesures par **66 %**), mais les mesures structurelles de transition obtiennent aussi un fort soutien (rénovation des bâtiments **54 %**, pompes à chaleur **44 %**, développement d'énergie non carbonée **61 %** dans le top 3 des priorités de long terme).
- Les Français soutiennent aujourd'hui la transition énergétique surtout pour des raisons de **souveraineté** et d'**autonomie économique** : pour **57 %**, réduire la consommation de pétrole et de gaz est tout d'abord une question de sécurité économique, loin devant l'argument écologique (**24 %**). Cette requalification stratégique constitue une fenêtre politique pour réorienter les ressources publiques vers l'électrification.

Le risque politique qui ressort de ces enseignements est de répondre à une crise énergétique désormais perçue comme structurelle par des instruments conjoncturels et inadaptés, tels que des ristournes à la pompe, coûteuses et peu ciblées, qui perpétuent la dépendance. Un basculement des politiques publiques vers la **constitution d'un véritable bouclier électrique est aujourd'hui nécessaire**, d'autant plus que la France dispose de surplus d'électricité qui doivent être utilisés comme un avantage économique face à cette crise. L'électrification des usages (transport, chauffage) est le seul outil capable de concilier les exigences de protection du pouvoir d'achat, de réduction de la vulnérabilité géopolitique, et de ciblage social dans un cadre de finance publique restreint. **L'État doit donc changer de posture et passer d'un rôle d'assureur de la consommation fossile à celui d'un accélérateur de la transition électrique.** Cela signifie un arrêt clair des soutiens aux énergies fossiles importées afin de **se concentrer sur les investissements de long terme : électricité décarbonée, pompes à chaleurs, voiture électrique.**

Note méthodologique

L'enquête a été réalisée par Verian à travers un questionnaire en ligne les **25 et 26 mars** sur un échantillon de **1 002 personnes**, représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus. Une méthode des quotas (sexe croisé par l'âge en 5 tranches, CSP en 7 tranches) et de stratification par région administrative et catégorie d'agglomération a été ajoutée. Par ailleurs, les tris croisés mobilisés s'appuient sur des segments explicitement demandés : densité urbaine, difficultés de paiement, possession/usage voiture et motorisation, chauffage, orientation politique, âge, statut d'occupation du logement (propriétaire/locataire).

Deux précautions structurent la lecture :

1. distinguer systématiquement perception (ce que les répondants pensent) et expérience déclarée (ce qu'ils disent subir ou faire);
2. privilégier des tendances robustes et signaler les bases faibles.

Résumé exécutif	6
------------------------------	---

Introduction	12
---------------------------	----

1

Ce que révèle l'enquête : une société sous contrainte énergétique	13
--	----

Enseignement 1

La crise énergétique est désormais perçue comme structurelle	14
--	----

Enseignement 2

La crise révèle une fracture profonde des mobilités et des territoires	16
--	----

Enseignement 3

Les ménages les plus exposés sont aussi les moins en mesure de s'adapter au choc	19
--	----

Enseignement 4

Le « bouclier électrique » existe... mais reste largement invisible, sauf pour ceux qui en bénéficient déjà	22
---	----

Enseignement 5

Le soutien aux aides de court terme est conjoncturel, pas idéologique	27
---	----

Enseignement 6

La transition énergétique est portée
par la sécurité économique et non par l'écologie 33

2

**Une réponse publique sous contrainte :
les limites du soutien aux fossiles** 37

3

**Transformer la contrainte en stratégie :
vers un bouclier électrique** 40

Conclusion 44

La fermeture du détroit d'Ormuz, point de passage névralgique par lequel transite environ 20 % de la consommation mondiale de pétrole, les attaques sur les raffineries au Koweït et en Arabie Saoudite et les infrastructures gazières de Ras Laffan au Qatar et de South Pars en Iran ont fait s'envoler les prix des hydrocarbures. **Pour les ménages français, l'impact sur les prix à la pompe a été immédiat.** En un mois, le litre de gazole a augmenté de près de 50 cts €, soit plus de 27%. La répercussion de la crise sur les prix du gaz pour les particuliers est moins directe, ce dernier ayant tout de même augmenté de 4 % en mars, avec une hausse continue attendue dans les prochains mois.

Quatre ans après la crise énergétique issue de l'invasion russe de l'Ukraine, l'Europe et la France sont de nouveau exposées à une hausse des prix des énergies fossiles du fait de tensions géopolitiques. En première ligne de cette hausse, les ménages sont directement exposés, notamment pour les plus dépendants du véhicule thermique. Alors que les gouvernements en Europe et en Asie ont annoncé des plans d'urgence, en France, l'action reste encore limitée.

Dans ce contexte, les réponses à cette crise dessinent en partie le futur de notre système énergétique. **Afin de mieux cerner la perception et les attentes des citoyens, l'Institut Montaigne s'est associé à Verian pour réaliser une enquête sur la position des Français face au choc énergétique,** leurs vulnérabilités, leurs perceptions, leurs attentes vis-à-vis des différentes parties prenantes et les arbitrages possibles entre réaction de court terme et investissement de long terme.

1 Ce que révèle l'enquête : une société sous contrainte énergétique

Le sondage place les répondants face aux conséquences d'un nouveau choc géopolitique énergétique. Il s'agit donc de mesurer « la réalité » du choc et de lire, à travers les perceptions et les arbitrages déclarés, **la structure des vulnérabilités et les attentes adressées aux différentes parties prenantes**. L'étude permet d'appréhender les perceptions et arbitrages déclarés, à interpréter comme des indicateurs d'acceptabilité et de contraintes, plus que comme des mesures « objectives » d'exposition.

Face à la multiplication de ces crises, l'enjeu de politique publique est de taille pour la France et l'Europe, qui cherchent à s'en prémunir durablement : l'Union européenne reste structurellement importatrice d'énergie (taux de dépendance aux importations de **57%**, avec un mix dominé par les produits pétroliers à **38%** et le gaz à **21%**)¹. Dans ce contexte, subventionner la consommation fossile revient mécaniquement à exposer les finances publiques à des chocs répétés, tout en renforçant une dépendance stratégique.

¹ Eurostat. « Energy in Europe: Imports dependency [L'énergie en Europe : la dépendance vis-à-vis des importations] ». European Commission, 18 mars 2026, <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/wdn-20260318-1>.

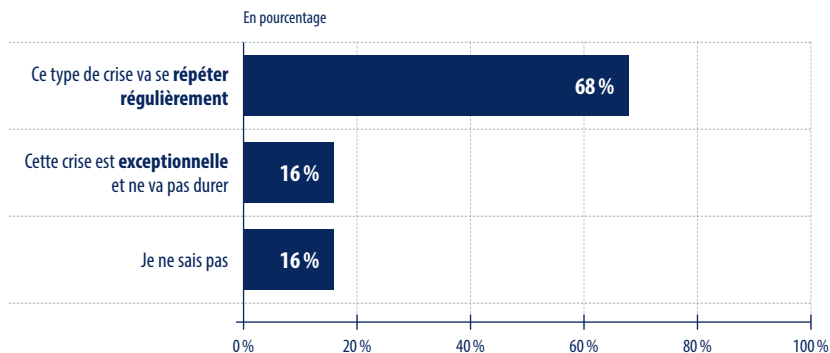
ENSEIGNEMENT 1

LA CRISE ÉNERGÉTIQUE EST DÉSORMAIS
PERÇUE COMME STRUCTURELLE

Le premier fait politique est l'intégration de la répétition des crises liées à nos dépendances énergétiques, et la bascule est nette : **68 % des répondants jugent que « ce type de crise va se répéter régulièrement »** (contre **16 %** qui y voient un événement exceptionnel). L'anticipation de répétition est particulièrement élevée chez les moins de 35 ans (**77 %**) et plus basse chez les 65 ans et plus (**≈59 %**), signe d'une internalisation générationnelle du « nouveau régime » de volatilité. Elle est aussi plus fréquente chez les automobilistes qui utilisent leur voiture tous les jours (**≈74 %**).

Graphique n° 1 • La nature de la crise énergétique

L'attaque des États-Unis et d'Israël contre l'Iran depuis plusieurs semaines crée une crise énergétique avec une augmentation des prix de l'énergie (pétrole, gaz...) et des matières premières. Selon vous...



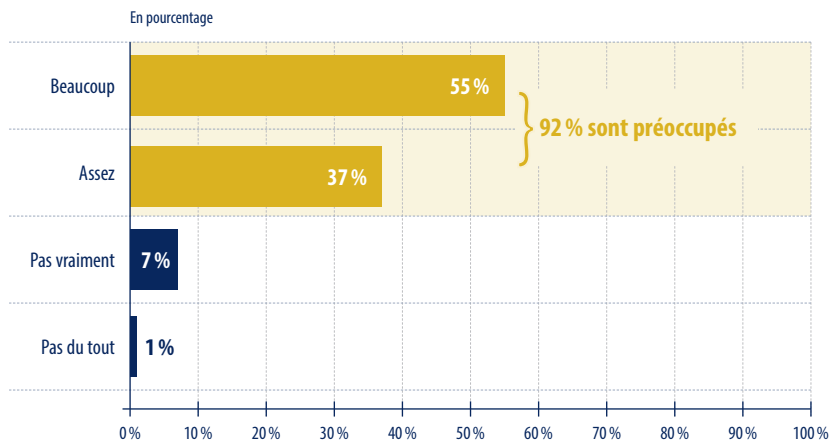
Base : ensemble (1 002)

Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

La préoccupation en lien avec la crise énergétique est, elle, généralisée : **92 % des Français se disent préoccupés** (dont **54 %** « beaucoup »). Cette valeur est importante car un tel niveau illustre une transformation de l'horizon social : l'énergie n'est plus un « bruit », mais une contrainte additionnelle, durable et prégnante dans la psychologie collective. L'intensité de la préoccupation est fortement territorialisée : **≈45 %** des habitants des grands centres urbains affirment que la crise les préoccupe « beaucoup », contre **≈72 %** dans les bourgs ruraux. **Cette massification de l'inquiétude crée une pression politique durable : elle n'appelle pas une mesure « exceptionnelle », mais une doctrine de protection récurrente.**

Graphique n° 2 • Le niveau de préoccupation en lien avec la crise énergétique

Et cette augmentation des prix de l'énergie vous préoccupe...



Base : ensemble (1 002)

Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

ENSEIGNEMENT 2

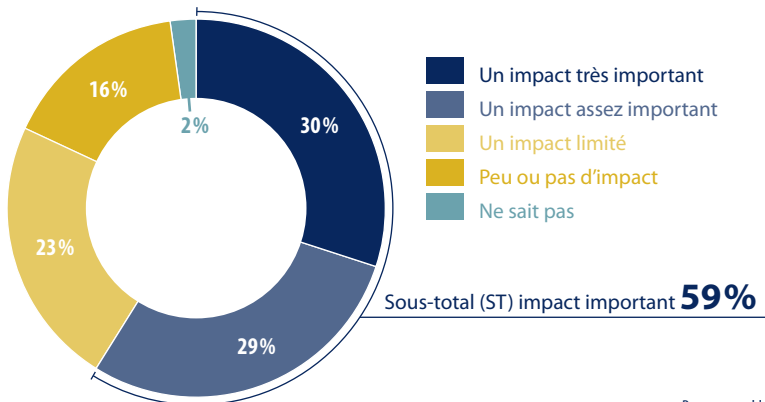
LA CRISE RÉVÈLE UNE FRACTURE PROFONDE DES MOBILITÉS ET DES TERRITOIRES

La hausse des prix des carburants n'a pas le même impact selon les territoires. **82 %** déclarent un impact budgétaire de la hausse du prix de l'essence, dont **59 % un impact « important » ou « très important »**. Mais le **gradient territorial est décisif** : l'impact important déclaré passe de **≈50 %** dans les grands centres urbains à **≈67-68 %** dans les communes rurales à habitat dispersé (et monte plus haut dans les catégories les plus isolées).

Graphique n° 3 • Impact de la hausse des prix de l'essence sur le budget du ménage

La hausse récente des prix de l'essence a-t-elle eu un impact significatif sur le budget de votre ménage ?

En pourcentage



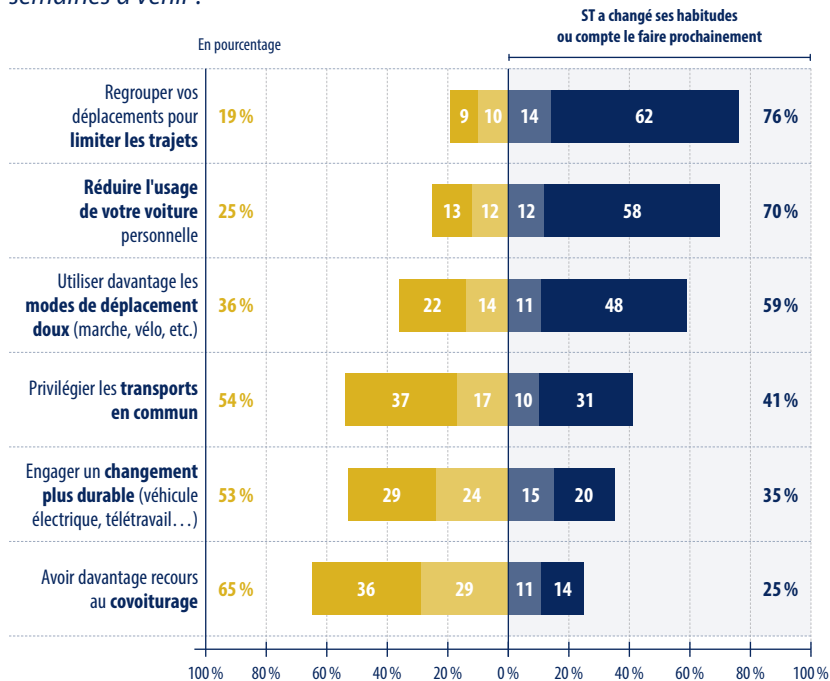
Base : ensemble (1 002)

Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

La question des capacités d'adaptation confirme une **fracture d'accès aux alternatives**. Sur l'usage des transports en commun, **56 %** des habitants des grands centres urbains déclarent « le faire déjà », contre **≈6-8 %** dans le rural dispersé ; à l'inverse, **la réponse « c'est impossible pour moi » atteint ≈70 % dans le rural dispersé et ≈77 % dans le rural très dispersé** (contre **≈12 %** dans les grands centres). Sur les modes de déplacement doux (marche, vélo), **61 %** déclarent déjà les utiliser davantage dans les grands centres urbains, contre **≈36 %** dans le rural à habitat dispersé, et l'impossibilité déclarée y dépasse **≈37 %** (contre **≈10 %** en grands centres).

Graphique n° 4 • Impact de la hausse des prix du carburant sur les mobilités

Avez-vous, du fait de la hausse des prix du carburant, modifié vos habitudes de déplacement de la manière suivante, ou comptez-vous le faire dans les semaines à venir ?



Base : ensemble (1 002)

- Je le fais déjà
- Je ne le fais pas encore, mais je compte le faire
- C'est impossible de le faire pour moi
- Non et je ne compte pas le faire

Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

Il existe ainsi un indicateur robuste de fracture visible dans le sondage. Sur l'impact de la hausse des prix du carburant sur les mobilités, l'écart entre grands centres urbains ($\approx 50\%$) et rural à habitat dispersé ($\approx 68\%$) est d'environ **+18 points**. Autrement dit : **le territoire conditionne le menu des adaptations ; la « sobriété » n'est pas un choix homogène, mais une capacité socialement et spatialement distribuée.**

ENSEIGNEMENT 3

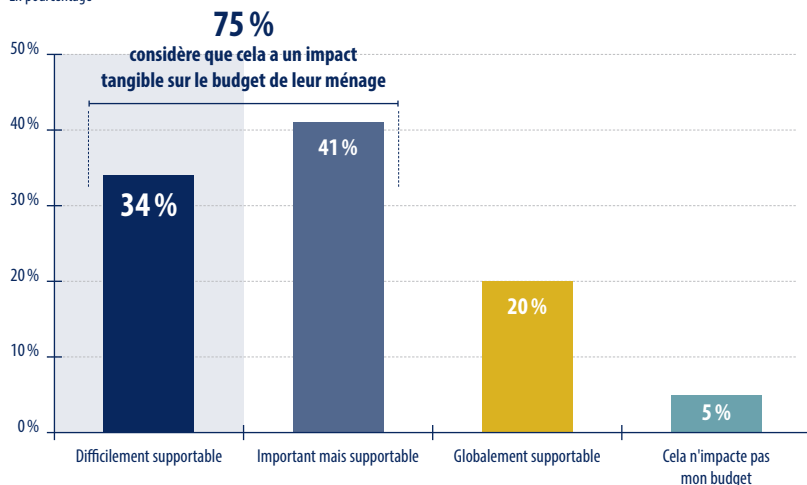
LES MÉNAGES LES PLUS EXPOSÉS SONT AUSSI LES MOINS EN MESURE DE S'ADAPTER AU CHOC

Le sondage identifie un noyau social précis et est mieux défini que ne le suggère la seule « majorité préoccupée ». **34 % jugent le poids des dépenses d'énergie (logement + transport) « difficilement supportable »**, alors que **41 %** le jugent « important mais supportable ». La contrainte est fortement corrélée aux difficultés de fin de mois : chez les ménages qui déclarent des difficultés à payer leurs factures « la plupart du temps », la part « difficilement supportable » atteint $\approx 78\%$ (contre $\approx 13\%$ chez ceux qui n'ont « pratiquement jamais » de difficultés). Cette concentration change l'économie politique de l'aide : **un euro dépensé en dehors des catégories les plus exposées a un coût d'opportunité élevé.**

Graphique n° 5 • Poids des dépenses d'énergie dans le budget des ménages

Aujourd'hui, le poids des dépenses d'énergie (logement, transport) dans votre budget est-il...

En pourcentage



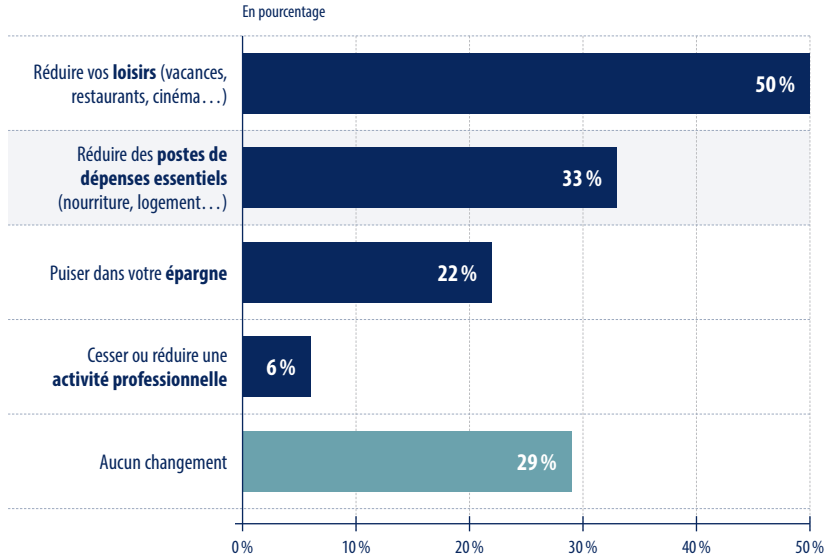
Base : ensemble (1 002)

*Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.*

Les arbitrages budgétaires confirment l'inégalité des marges : les loisirs sont le premier poste sacrifié ($\approx 50\%$), et au total, **33 % soit un tiers des Français interrogés déclarent avoir réduit des dépenses essentielles**, 22 % avoir puisé dans l'épargne, et 71 % au moins un ajustement. Néanmoins, chez les ménages en difficulté « la plupart du temps », la réduction de dépenses essentielles grimpe à $\approx 65\%$ (contre $\approx 16\%$ chez ceux sans difficultés). La réduction de dépenses essentielles est élevée chez les locataires – et plus encore les locataires de maisons individuelles ($\approx 56\%$ déclarent réduire des dépenses essentielles, contre $\approx 27\%$ chez les propriétaires).

Graphique n° 6 • Impact de la hausse des prix de l'énergie sur les pratiques

La hausse récente des prix de l'énergie vous a-t-elle conduit(e) à...



Base : ensemble (1 002)

Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

Les arbitrages budgétaires confirment une autre asymétrie : l'impact est plus élevé chez les détenteurs de véhicules diesel ($\approx 44\%$) que chez les détenteurs de véhicules hybrides ($\approx 21\%$) ; et **il est plus faible chez les ménages équipés de pompes à chaleur ($\approx 25\%$) que chez ceux chauffés au gaz individuel ($\approx 37\%$)**. On retrouve ici la trappe à dépendance fossile : dépendance forte à la voiture et/ou au chauffage fossile, et marges d'ajustement faibles.

ENSEIGNEMENT 4

LE « BOUCLIER ÉLECTRIQUE » EXISTE... MAIS RESTE LARGEMENT INVISIBLE, SAUF POUR CEUX QUI EN BÉNÉFICIENT DÉJÀ

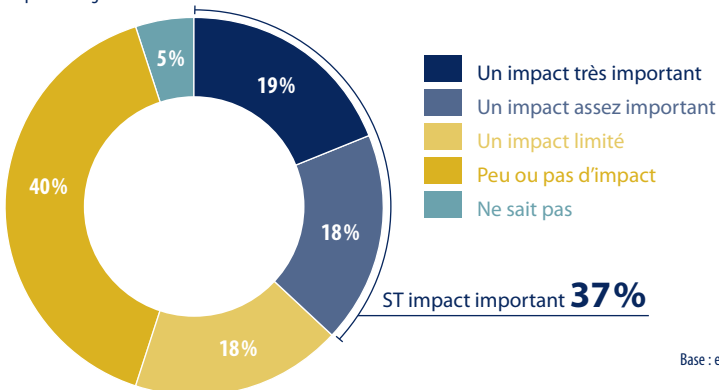
Deux constats de ce sondage doivent être articulés sans les confondre.

En premier lieu, le bouclier électrique existe déjà, et est ressenti par les utilisateurs de solutions électriques. Comparée à l'essence, la structure de prix du gaz ménager est telle que la hausse sur les marchés internationaux ne se ressent pleinement qu'au bout de 2 à 3 mois. Malgré cela, le sondage révèle que **37 %** des interrogés considèrent que **la hausse des prix du gaz a un impact important sur le budget de leur ménage.**

Graphique n° 7 • Impact de la hausse des prix du gaz sur le budget du ménage

La hausse récente des prix du gaz a-t-elle eu un impact significatif sur le budget de votre ménage ?

En pourcentage



Base : ensemble (1002)

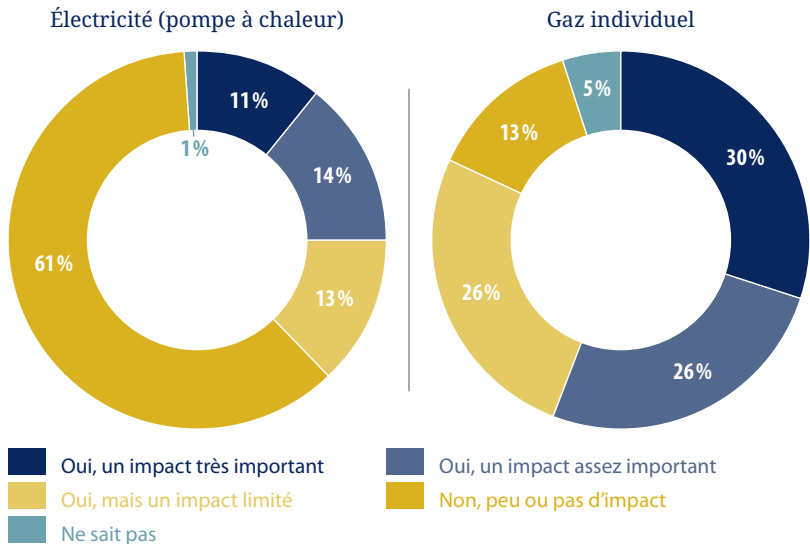
Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

Néanmoins, si on regarde les données de manière granulaire, **l'électrification protège objectivement contre les chocs fossiles dans l'expérience déclarée à l'enquête**. Ainsi, les ménages chauffés au gaz sont plus touchés par la crise ($\approx 56\%$ d'impact important), alors que **les propriétaires de pompe à chaleur sont les moins touchés ($\approx 74\%$ déclarent un impact faible ou limité)**.

Graphique n° 8 • Impact de la hausse des prix du gaz sur les ménages selon leurs types de chauffage

La hausse récente des prix du gaz a-t-elle eu un impact significatif sur le budget de votre ménage ?

En pourcentage



Base : équipé d'une pompe à chaleur ou d'une chaudière à gaz individuelle (399)

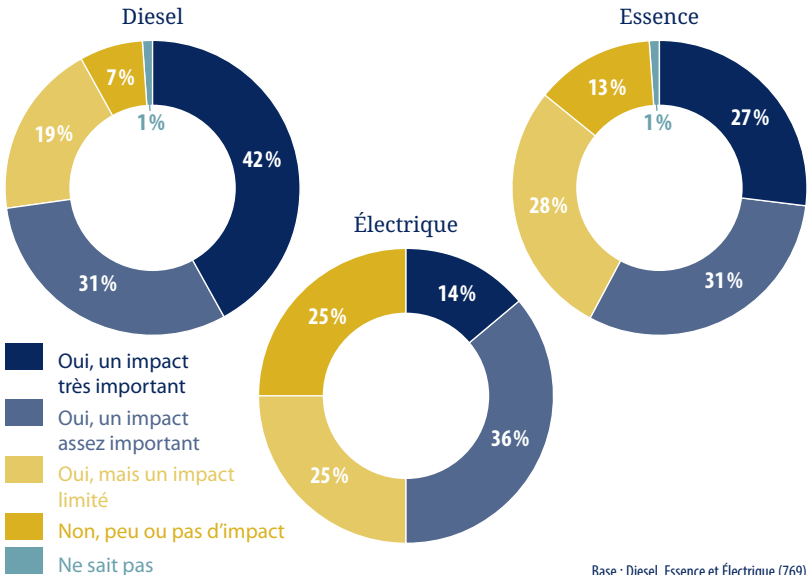
Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

Sur les carburants, la hiérarchie est similaire : les détenteurs de diesel déclarent plus souvent un impact important de la hausse des prix de l'énergie (**≈73 %**) et moins souvent « peu ou pas d'impact » (**≈7 %**) que les détenteurs de véhicules électriques qui, s'ils se déclarent également impactés par la crise (**≈50 %**), ont un bien plus haut taux de perception d'un impact limité (**≈25 %**) ou faible voire inexistant (**≈25 %**).

Graphique n° 9 • Impact de la hausse des prix de l'essence sur les ménages selon la motorisation de leur véhicule

La hausse récente des prix de l'essence a-t-elle eu un impact significatif sur le budget de votre ménage ?

En pourcentage



Base : Diesel, Essence et Électrique (769)

*Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.*

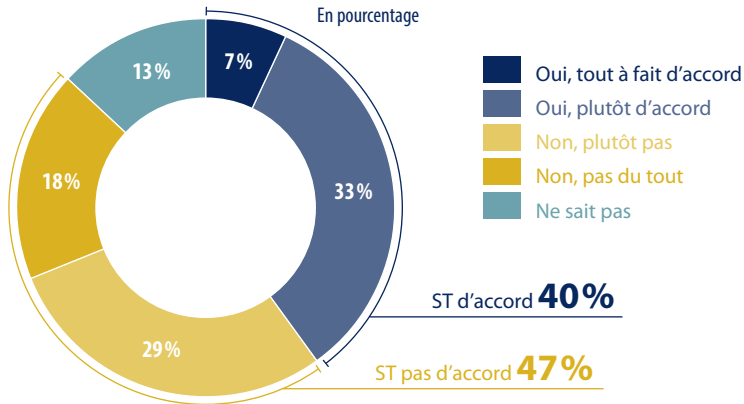
Dans les bâtiments comme pour les transports, **l'expérience vécue des utilisateurs de solutions électriques et décarbonées induit l'existence d'un bouclier électrique**, qui permet aux ménages d'être plus protégés en cas de hausse des prix rapide sur les marchés fossiles internationaux.

En second lieu, **cette protection vécue ne se transmet pas majoritairement dans les perceptions des Français** : à la question générale « les ménages équipés d'un véhicule électrique ou de chauffage électrique sont-ils mieux protégés ? », **47%** ne sont « pas d'accord » (ou « plutôt pas d'accord ») et **14%** ne savent pas.

Si une grande partie des Français ne perçoit pas l'avantage, **l'apprentissage par l'expérience lui est net : 64% des détenteurs de véhicules électriques sont d'accord, contre ≈37% des détenteurs de diesel** : le passage à la borne rend immédiatement visible l'écart avec le prix à la pompe. À l'inverse, pour le chauffage, le signal est beaucoup moins lisible (41-42% sont d'accord pour les radiateurs électriques ou les pompes à chaleur). Contrairement au carburant, où la comparaison est directe, la facture d'électricité agrège les usages et masque le différentiel : le gain y est moins lisible, et plus diffus dans le temps.

Graphique n° 10 • L'électricité : un bouclier face à l'augmentation des prix de l'énergie ?

Selon vous, les ménages qui utilisent un véhicule électrique ou un système de chauffage électrique (radiateurs électriques, pompe à chaleur) sont-ils aujourd'hui mieux protégés que les autres face à la hausse des prix de l'énergie ?



Base : ensemble (1 002)

Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

La crise met en évidence un doute persistant sur l'efficacité des solutions d'électrification, qu'il est essentiel de lever pour réduire durablement nos vulnérabilités énergétiques. En effet, la France dispose d'atouts majeurs : une électricité largement décarbonée, notamment grâce au nucléaire, et des prix parmi les plus bas d'Europe. Mais dans l'imaginaire collectif, une hausse du pétrole ou du gaz reste perçue comme une hausse de « l'énergie » au sens large, ce qui **brouille l'avantage relatif de l'électricité** – en particulier pour le chauffage, comme le montrent les résultats de cette enquête. La conséquence politique

est centrale : **un bouclier peut exister et fonctionner sans être perçu**, et, s'il ne l'est pas, il ne suscite ni adhésion sociale ni volonté politique durable en faveur de l'électrification.

ENSEIGNEMENT 5

LE SOUTIEN AUX AIDES DE COURT TERME EST CONJONCTUREL, PAS IDÉOLOGIQUE

Un élément structurant du sondage éclaire la forte attente d'intervention publique : une part majoritaire des Français attribue aux acteurs nationaux – au premier rang desquels l'État français – les principaux bénéfices de la hausse des prix du pétrole. Ainsi, **66 % des répondants placent l'État, les entreprises et les distributeurs parmi les premiers bénéficiaires de la crise**, tandis que les producteurs d'hydrocarbures, pourtant au cœur de la formation des prix, sont moins spontanément identifiés (27 % pour les États-Unis, 31 % pour les pays du Golfe, 22 % pour la Russie).

Cette perception est particulièrement marquée dans certains segments politiques, notamment chez les électeurs proches de l'extrême droite (**66 % désignent l'État comme principal responsable**), mais demeure élevée dans l'ensemble de la population, y compris à gauche.

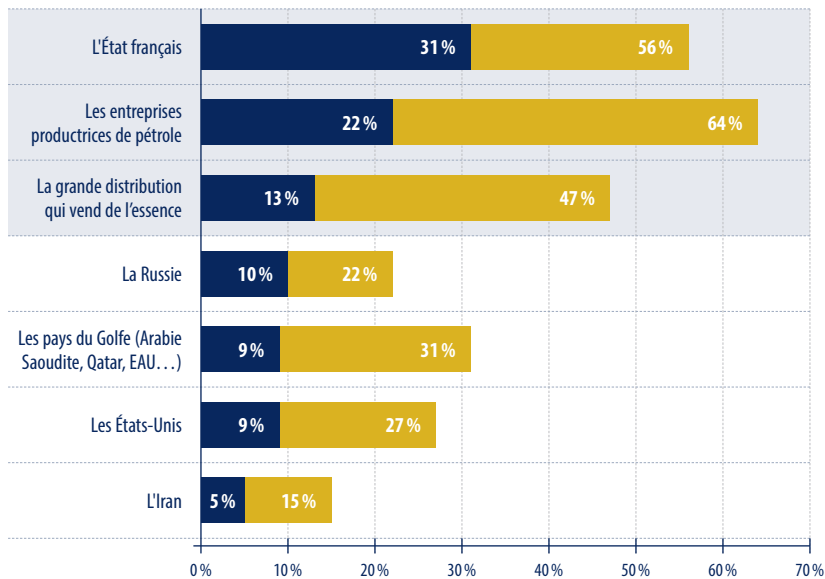
Elle alimente un raisonnement implicite selon lequel la hausse des prix constituerait une forme de rente captée par les finances publiques, justifiant en retour une compensation. Or, **ce diagnostic est en grande partie erroné** : si les recettes fiscales peuvent mécaniquement augmenter à court terme (via la TVA notamment), **la baisse de la consommation induite par la hausse des prix compense très largement cette hausse des taxes**. De plus, l'État ne capte ni l'essentiel de la rente pétrolière, ni ne contrôle la dynamique des prix internationaux. Ce décalage entre perception et réalité contribue à expliquer pourquoi la demande de soutien public est aussi élevée et immédiate : elle repose

sur l'idée que l'État dispose d'une capacité d'intervention budgétaire proportionnelle au choc subi, alors même que celui-ci est largement exogène et contraint.

Graphique n° 11 • Perception des acteurs qui profitent de la hausse des prix du pétrole

Parmi les acteurs suivants, quels sont ceux qui profitent, selon vous, le plus de la hausse des prix du pétrole ?

En pourcentage • 3 réponses à classer par ordre de préférence



■ Cité en premier ■ Cité au global

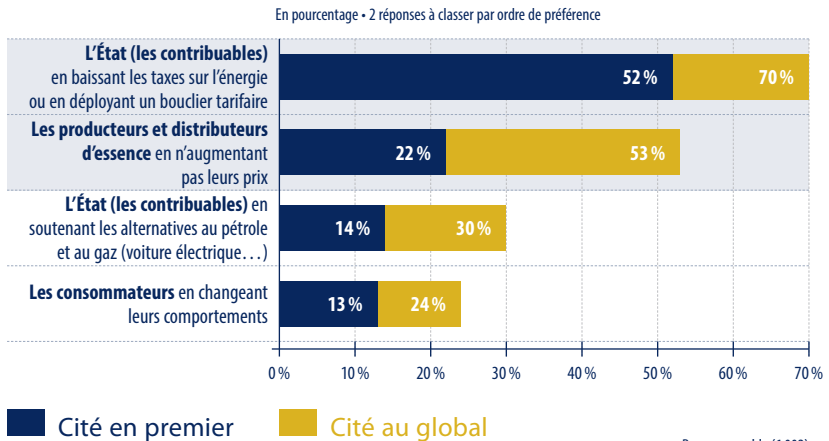
Base : ensemble (1 002)

Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

Dans ce contexte, les résultats de ce sondage décrivent un arbitrage, non un camp. Les Français sondés demandent donc à ce que l'État (70 %) et les producteurs et distributeurs d'essence (53 %) soient les premiers à agir.

Graphique n° 12 • Identification des acteurs qui doivent agir face à la crise énergétique

Selon vous, qui doit agir en priorité pour atténuer les effets de cette crise énergétique ?



Base : ensemble (1 002)

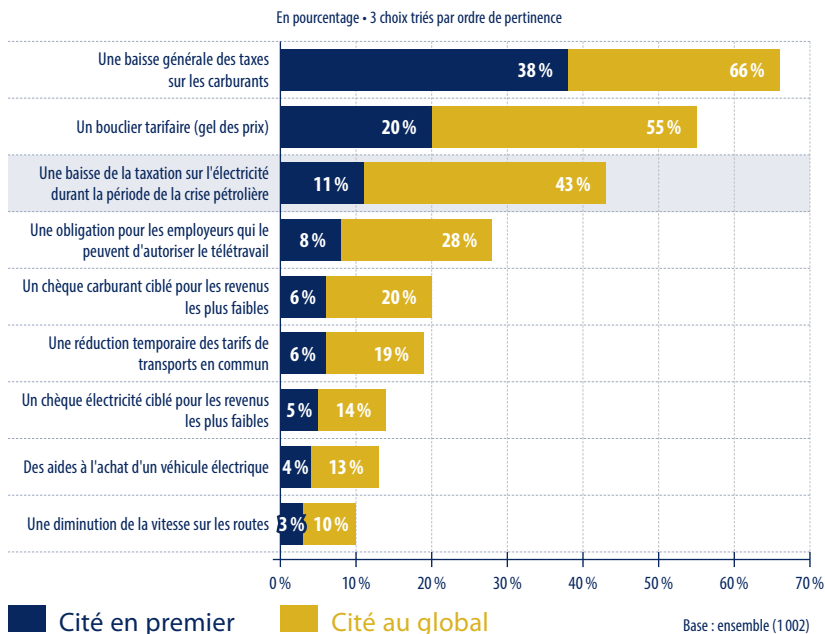
Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

À court terme, la demande de protection immédiate et généralisée domine : la baisse des taxes sur les carburants est citée dans le top 3 de mesures plébiscitées par les répondants avec 66 %, devant un bouclier tarifaire de type gel des prix (55 %). **Mais plusieurs résultats empêchent d'y lire un attachement « anti-électrification », contre les mesures de long terme, ou une fatalité à la mutualisation du choc par le budget de l'État.**

D'une part, **une baisse de la taxation sur l'électricité figure aussi fortement dans le top 3 (43 %)** – et elle est particulièrement soutenue par les répondants ayant déjà passé le pas de l'électrification, comme les détenteurs de véhicules électriques ($\approx 56\%$) qui, à l'inverse, citent moins la baisse des taxes sur les carburants ($\approx 50\%$ contre $\approx 73\%$ chez les détenteurs de diesel).

Graphique n° 13 • Les mesures jugées les plus efficaces à court terme

Sur le court terme, quelles mesures vous paraissent les plus efficaces pour répondre à la crise ?

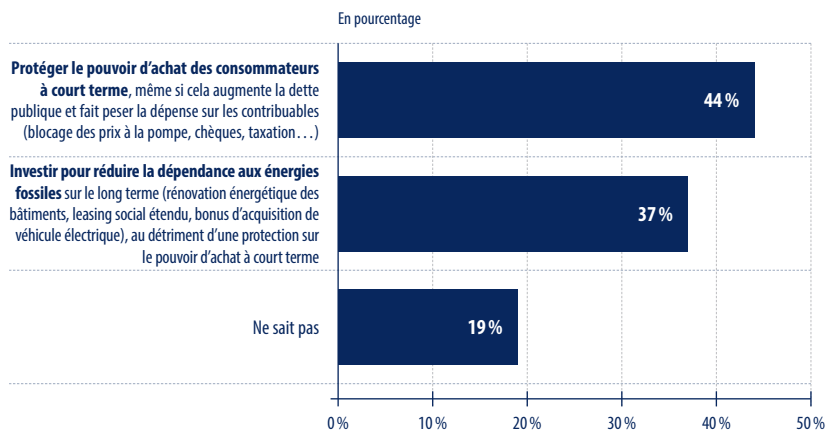


Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

En se concentrant sur le rôle de l'État dans la protection face à la crise, notamment sur l'arbitrage long terme / court terme, aucune majorité claire ne se dessine. Si $\approx 44\%$ des Français penchent pour une action plus immédiate, ils sont $\approx 37\%$ à **considérer que le rôle premier de l'État est de réduire la dépendance fossile sur le long terme, en priorité face à la protection immédiate du pouvoir d'achat**. La préférence pour l'investissement long terme est majoritaire à gauche ($\approx 57\%$) comme à droite ($\approx 53\%$), mais minoritaire à l'extrême droite ($\approx 33\%$). Le soutien aux fossiles apparaît donc comme une **demande de stabilisation**, plus que comme une orientation durable.

Graphique n° 14 • Actions prioritaires de l'État face à la crise énergétique

Selon vous, face à la crise énergétique, l'État aujourd'hui doit...



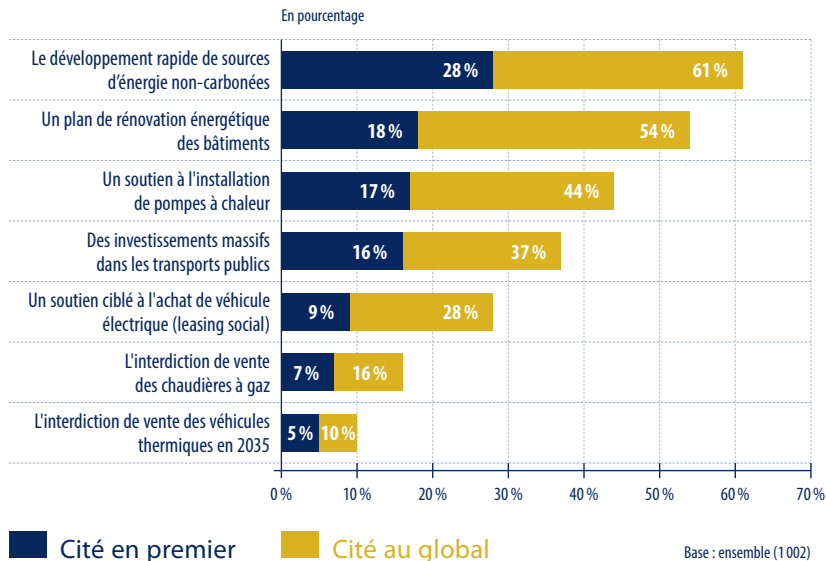
Base : ensemble (1 002)

Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

Pour mener à bien cette transition de long terme, le développement rapide d'énergies non carbonées (**61 %**), rénovation énergétique (**54 %**), soutien aux pompes à chaleur (**44 %**), et, plus loin mais significatif, soutien à l'achat de véhicules électriques (leasing social) (**28 %**) sont les solutions les plus plébiscitées. Ces priorités sont robustes y compris chez les ménages les plus dépendants des fossiles : par exemple les détenteurs de voiture diesel citent la rénovation à $\approx 54\%$ et le développement d'énergies non carbonées à $\approx 63\%$.

Graphique n° 15 • Les mesures jugées importantes pour limiter la dépendance aux énergies fossiles

À plus long terme, quelles mesures sont selon vous les plus importantes pour réduire nos dépendances aux énergies fossiles étrangères (gaz et pétrole) ?



Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

Une donnée ressort assez clairement pour les solutions de court et de long terme. Les mesures ayant un impact sur les modes de vie quotidiens (baisse de vitesse sur l'autoroute, interdictions de vente de chaudières à gaz ou de véhicules à moteur thermique) sont les moins appréciées des Français. Au contraire, les mesures plus distantes, telles que le développement de sources d'énergie bas-carbone, le sont plus. Or, la France est aujourd'hui en surcapacité de production électrique. Le sondage révèle l'enjeu des années à venir. Pour continuer à avancer dans la transition, il faudra modifier les usages et les modes de vie.

Le conflit politique ne se situe pas entre « pro-fossile » et « pro-électrification », mais dans le séquençage de cette transition entre **urgence et transformation durable**.

ENSEIGNEMENT 6

LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EST PORTÉE PAR LA SÉCURITÉ ÉCONOMIQUE ET NON PAR L'ÉCOLOGIE

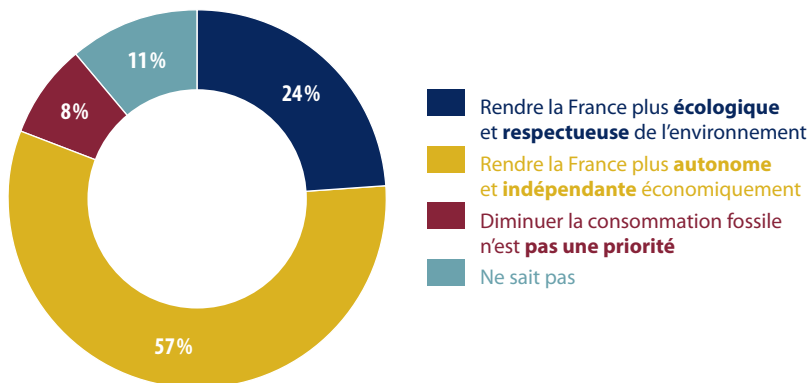
La crise énergétique est d'abord comprise comme **une vulnérabilité géopolitique et économique**, ce qui ouvre un registre stratégique plus large que l'environnement pour concevoir la politique énergétique de la France. **Ainsi, pour 57 % des Français interrogés, diminuer la consommation de pétrole et de gaz est d'abord un enjeu d'autonomie et d'indépendance économique**, contre 24 % qui y voient d'abord un enjeu écologique (et 8 % pour qui ce n'est pas une priorité). Cette perception de la politique énergétique dans le cadre de la « souveraineté » et de la sécurité économique est politiquement transversale, mais avec des gradients : elle culmine à droite (**≈78 %**) et reste élevée à l'extrême droite (**≈64 %**) ; elle est plus équilibrée à l'extrême gauche (autonomie **≈47 %**, écologie **≈46 %**). Les 18–24 ans se distinguent également par une quasi-parité entre écologie (**≈43 %**) et autonomie (**≈43 %**).

Ce basculement de registre permet de sortir d’une opposition stérile entre l’écologie et le pouvoir d’achat et cadre l’électrification comme un facteur de protection et de souveraineté.

Graphique n° 16 • Les enjeux de la diminution de la dépendance aux énergies fossiles

Pour vous, diminuer la consommation de pétrole et de gaz de la France, c'est avant tout un enjeu pour...

En pourcentage



Base : ensemble (1 002)

*Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.*

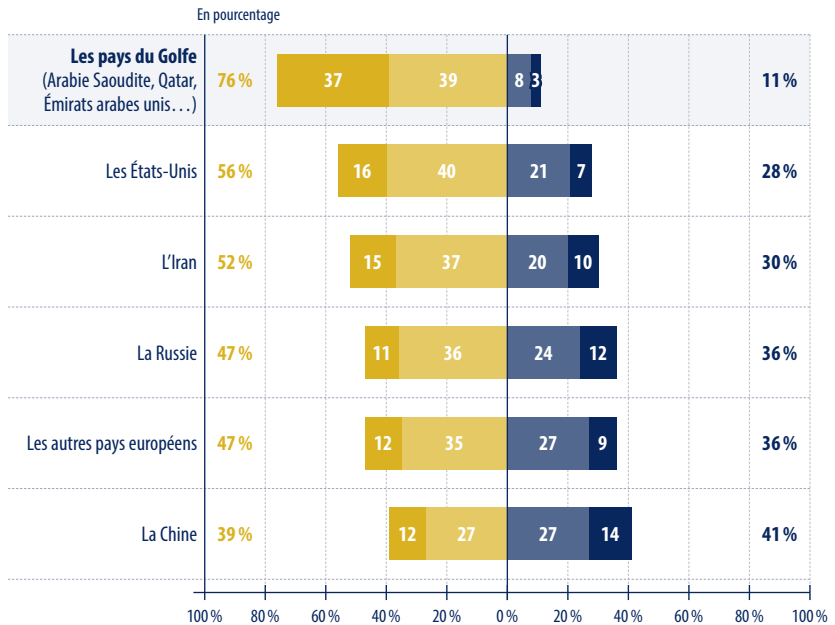
Ce diagnostic est d’autant plus structurant qu’il révèle une représentation relativement cohérente des équilibres énergétiques internationaux, comme le montre la perception des dépendances : **76 %** estiment la France dépendante des pays du Golfe pour l’approvisionnement énergétique, **56 %** des États-Unis, **52 %** de l’Iran et **47 %** de la Russie. Les Français identifient clairement les pays du Golfe et les États-Unis comme

les principaux pôles de dépendance, avec des écarts limités entre sensibilités politiques, ce qui suggère une lecture largement partagée du système énergétique mondial. À l'inverse, la Russie apparaît désormais comme un acteur moins important dans l'approvisionnement perçu, en décalage avec sa place encore bien réelle dans le mix fossile européen. Ce déclassement perceptif traduit les effets durables de la rupture géopolitique liée à la guerre en Ukraine, mais aussi une forme de réécriture rapide des dépendances énergétiques dans l'opinion.

Surtout, le poids attribué aux États-Unis signale une prise de conscience implicite d'un basculement stratégique : la dépendance énergétique de l'Europe ne s'est pas tant réduite qu'elle s'est reconfigurée, passant d'une dépendance historiquement centrée sur la Russie à une dépendance accrue à des flux mondialisés, en partie dominés par les États-Unis (notamment via le GNL). Autrement dit, la diversification des approvisionnements est perçue, mais elle n'est pas assimilée à une véritable réduction de la vulnérabilité, **ce qui renforce l'idée que la question énergétique relève désormais pleinement de la sécurité économique et géopolitique.**

Graphique n° 17 • Perception de la dépendance de la France aux autres pays

S'agissant de l'approvisionnement en énergie, dans quelle mesure la France est-elle, selon vous, dépendante des pays suivants ?



Base : ensemble (1 002)



Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

2 Une réponse publique sous contrainte : les limites du soutien aux fossiles

L'enseignement politique du sondage est clair : **la demande sociale de protection est massive, mais la forme spontanée de cette protection (soutien au prix des carburants) est la moins soutenable.**

Première limite : le coût et le mauvais ciblage des boucliers fossiles. L'expérience récente montre qu'une protection par les prix peut devenir budgétairement hors d'échelle. La Cour des comptes estime que le coût brut pour l'État de l'ensemble des mesures exceptionnelles de lutte contre la hausse des prix de l'énergie engagées après l'invasion russe de l'Ukraine à partir de l'automne 2021 atteint **près de 72 Md€²**, et souligne un ciblage très insuffisant (dispositifs majoritairement « sans ciblage » et « sans limite de volumes »).

Or le sondage identifie précisément une population « cœur » à protéger : les **34 %** qui déclarent un poids des dépenses d'énergie « difficilement supportable ». Les dispositifs universels – baisses généralisées de taxes, gel de prix à la pompe – financent mécaniquement aussi la consommation des ménages les moins exposés (habitants des zones denses, ménages non motorisés, ménages aux budgets plus flexibles), réduisant l'efficacité redistributive à euro dépensé.

² Vie Publique. « Prix de l'énergie : Des aides trop peu ciblées selon la Cour des comptes », Vie Publique, 20 mars 2024, <https://www.vie-publique.fr/en-bref/293427-prix-de-lenergie-des-aides-trop-peu-ciblees-et-mal-controlees>.

Deuxième limite : les contraintes politiques et la cohérence des signaux-prix. Le cadre de la TVA est harmonisé : le taux normal ne peut être inférieur à **15%** dans l'UE, ce qui limite les marges pour une baisse durable et ciblée via ce levier³. Les accises sur l'énergie sont également encadrées par des minima européens (règles communes de taxation des carburants et de l'électricité), même si les États gardent des marges au-dessus des planchers⁴. Au-delà du droit, le point économique est décisif : en période de tension sur l'offre, subventionner la consommation fossile tend à neutraliser l'ajustement par la demande, à entretenir la dépendance et à coûteusement retarder les substitutions.

Troisième limite : l'inefficacité stratégique des subventions fossiles dans un contexte de crises répétées. L'Agence internationale de l'énergie montre que les subventions à la consommation de fossiles ont explosé en 2022 (au-delà de 1 000 Md\$ au niveau mondial) et qu'elles ont eu pour effet de maintenir artificiellement la compétitivité des énergies fossiles par rapport aux alternatives bas-carbone⁵. La même organisation souligne que l'extension de mesures « parapluie » (plafonds de prix, baisses de taxes) est administrativement simple mais budgétairement lourde : les réponses publiques entre début 2022 et avril 2023 se sont chiffrées à environ 900 Md\$ à l'échelle mondiale (aides, chèques, baisses de taxes, régulations de prix)⁶.

³ Représentation en France. « Non, l'Europe n'impose pas seule les taux de TVA en France ! ». Commission européenne, 31 juillet 2025, https://france.representation.ec.europa.eu/informations/non-leurope-nimpose-pas-seule-les-taux-de-tva-en-france-2025-07-31_fr.

⁴ DG Taxation and Customs Union. « Excise Duties on Energy [Les droits d'accise sur l'énergie] ». Commission européenne, consulté le 1^{er} avril 2026, https://taxation-customs.ec.europa.eu/taxation/excise-duties/excise-duties-energy_en.

⁵ Commission européenne. « Energy prices: Commission presents a toolbox of measures to tackle exceptional situation and its impacts [Prix de l'énergie : la Commission présente une boîte à outils de mesures pour faire face à une situation exceptionnelle et à ses effets] ». Commission européenne, 13 octobre 2021, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/api/files/document/print/en/ip_21_5204/IP_21_5204_EN.pdf.

⁶ International Energy Agency (IEA). « Sheltering from Oil Shocks: Targeted Consumer Support to Enhance Energy Affordability [Se protéger des chocs pétroliers : un soutien ciblé aux consommateurs pour accroître l'accessibilité énergétique] ». IEA, consulté le 1^{er} avril 2026, <https://www.iea.org/reports/sheltering-from-oil-shocks/targeted-consumer-support-to-enhance-energy-affordability>.

Dans un monde perçu comme celui des chocs répétés comme révélé par ce sondage, la question est donc : « comment soutenir sans enfermer ? ».

Quatrième limite : la contrainte des finances publiques. Les marges de manœuvre françaises ne sont plus celles de 2022 : la Commission anticipe un déficit public autour de **5 % du PIB** à l’horizon 2025–2027, ce qui change la « valeur » budgétaire d’un bouclier universel⁷. Le sondage enregistre d’ailleurs une conscience de la contrainte et des arbitrages difficiles : même si **47 %** supportent la limitation de l’impact sur le pouvoir d’achat, ils sont tout de même **31 %** à préférer « limiter les dépenses publiques en priorité » même si cela implique une hausse des prix et **22 %** à ne pas se prononcer. **La demande d’intervention immédiate demeure forte, mais elle cohabite également avec une sensibilité à la soutenabilité fiscale marquée.**

⁷ DG Economy and Finance. « Economic forecast for France [Perspective de croissance économique pour la France] ». Commission européenne, 17 novembre 2025, https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-surveillance-eu-member-states/country-pages/france/economic-forecast-france_en.

3 Transformer la contrainte en stratégie : vers un bouclier électrique

Cette enquête ne plaide pas pour l'inaction mais pour une réallocation. La question n'est pas « faut-il protéger ? », mais « **par quel vecteur et avec quels effets dynamiques ?** ».

Pour mieux se positionner, il faut prendre de la hauteur sur le système énergétique européen. L'UE reste dépendante des importations pour **57 %** de sa consommation énergétique et son mix demeure dominé par le pétrole (38%) et le gaz (21 %) ⁸. Réduire l'exposition aux marchés fossiles est donc une politique de souveraineté et de sécurité économique autant qu'une politique climatique. Les données d'importations confirment une reconfiguration des dépendances (par exemple, les États-Unis comptent parmi les principaux fournisseurs de pétrole et dominent nos importations de GNL) ⁹.

Dans ce contexte, l'électrification fonctionne comme **bouclier stratégique** à trois conditions :

1. elle s'appuie sur un système électrique compétitif et bas-carbone ;
2. ce dernier réduit la part du prix de l'électricité liée au prix marginal du pétrole et du gaz ;
3. les catégories sociales les plus exposées sont soutenues en priorité pour la transition.

⁸ Eurostat. « Energy in Europe: imports dependency [L'énergie en Europe : la dépendance vis-à-vis des importations] ». Commission européenne, 18 mars 2026, <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/wdn-20260318-1>.

⁹ Eurostat. « EU imports of energy products decreased again in 2025 [Les importations de produits énergétiques de l'UE ont de nouveau diminué en 2025] ». Commission européenne, 25 mars 2026, <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/w/ddn-20260325-3>.

Sur le plan productif, la France dispose d'un atout : la production d'électricité bas-carbone (nucléaire et renouvelables) a atteint **95,2%** en 2025, avec une intensité d'émissions très faible¹⁰. Elle est également exportatrice nette d'électricité et peine même à trouver des débouchés pour ses excès d'électricité à cause des limitations des capacités d'exportation des interconnexions du réseau. **Ce « capital électrique » peut devenir un levier anti-choc, à condition de convertir l'offre en protection effective sur les usages (mobilité, chauffage).**

Le sondage montre que cette conversion est déjà perceptible dans les trajectoires d'équipement : pompe à chaleur et véhicule électrique diminuent la probabilité d'un impact budgétaire déclaré. Mais **il montre aussi que la protection reste mal comprise : seulement 40 % estiment que l'électrique protège**, alors même que les effets déclarés sont forts sur les hydrocarbures. La politique publique doit donc travailler simultanément les incitations (prix, aides) et la lisibilité (pédagogie économique, simplicité des dispositifs).

Pour répondre à cette nouvelle crise, trois réorientations apparaissent cohérentes avec cette enquête.

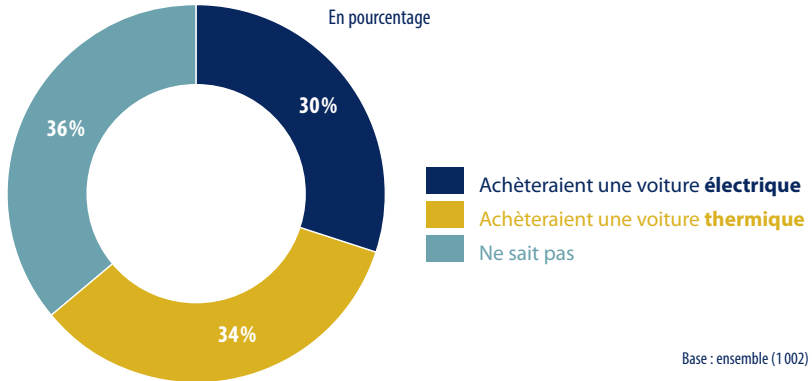
Premièrement, **substituer un soutien ciblé à l'électricité à un soutien généralisé aux carburants**. Le sondage offre un point d'appui : **la baisse de la taxation sur l'électricité figure dans le top 3 des mesures efficaces de court terme pour 43 % des répondants** – un niveau qui permet de construire une alternative socialement acceptable à la « baisse des taxes à la pompe ». Le ciblage doit épouser la structure de vulnérabilité mise en évidence par le sondage : le noyau à protéger est connu (difficultés de fin de mois, locataires de maison, chauffage fossile, usage quotidien d'un véhicule thermique). Cette logique maintient le signal-prix sur les fossiles tout en compensant la perte de pouvoir d'achat via un vecteur compatible avec la transition.

¹⁰ RTE (Réseau de transport d'électricité). « Bilan électrique 2025 – Principaux résultats ». RTE, février 2026, <https://assets.rte-france.com/prod/public/2026-02/Bilan-electrique-2025-principaux-resultats.pdf>.

Deuxièmement, **lever la barrière de primo-adoption du véhicule électrique, en ciblant les ménages captifs de la voiture thermique.** Le sondage décrit un paradoxe : au moment où l'exposition est la plus forte (usage quotidien), les capacités de substitution sont les plus faibles (plus de 50 % jugent impossible de se reporter vers les transports en commun). **La sortie de la trappe passe donc moins par l'injonction que par l'équipement.** Or l'intention est « ouverte » : le sondage révèle que 36 % des sondés ne se prononcent pas sur un achat électrique vs thermique à prix identique. Et l'effet d'expérience est décisif : **parmi les ménages déjà équipés en électrique, ≈79 % rachèteraient de nouveau un véhicule électrique.** Cela **plaide pour des dispositifs réduisant le coût d'entrée** (leasing social, crédit bonifié, soutien au marché de l'occasion, accompagnement à la recharge) et **concentrés sur les ménages les plus dépendants à la voiture** (périurbain/rural, navettes domicile-travail), plutôt que sur une subvention diffuse.

Graphique n° 18 • Intention d'achat d'une voiture thermique ou électrique

Si vous deviez acheter une nouvelle voiture et que les voitures électriques et thermiques étaient au même prix...



Enquête « Les Français face à la crise énergétique » (2026),
Verian pour l'Institut Montaigne.

Troisièmement, **accélérer la rénovation énergétique des bâtiments et l'installation de pompes à chaleur, avec ciblage social et territorial**. Le sondage montre que les solutions de long terme plébiscitées concernent d'abord le logement : rénovation des bâtiments (**54 %**) et soutien aux pompes à chaleur (**44 %**). Le soutien à l'installation de PAC est d'ailleurs particulièrement élevé chez les habitants de maisons (≈50%). Ce qui montre une prise de conscience croissante de la pompe à chaleur comme technologie clé de transition, avec un rendement typique **3 à 5 fois** supérieur à une chaudière gaz¹¹, mais également clé pour l'indépendance économique vis à vis des chocs exogènes.

¹¹ DG Energy, Climate change, Environment. "Heat pumps [Les pompes à chaleur]". Commission européenne, consulté le 1^{er} avril 2026, https://energy.ec.europa.eu/topics/energy-efficiency/heat-pumps_en.

Dans ce cadre, **le maintien de signaux-prix sur les fossiles devient une condition de crédibilité** : les politiques de prix doivent pousser l'adaptation, tandis que les politiques de transferts doivent empêcher la désorganisation sociale. L'enjeu n'est plus l'adhésion de principe, mais l'exécution : **simplification des parcours, sécurisation du reste à charge pour les ménages contraints** (ceux pour qui le prix de l'énergie est déjà « difficilement supportable »), montée en compétence des filières. Les données du sondage confirment que l'équipement protège effectivement contre les chocs de prix des hydrocarbures ; l'État a donc intérêt à traiter ces aides comme un instrument de stabilisation macro-sociale.

Le choc énergétique ne pourra être supprimé. Toute intervention consiste donc à arbitrer sur la part de charge qui incombe à chaque partie prenante de ce choc. Dans une société qui a déjà basculé dans une lecture structurelle de la crise énergétique, et qui relie de plus en plus la transition à la souveraineté économique, le risque politique est de répondre à une crise structurelle par des instruments conjoncturels : boucliers fossiles coûteux, peu ciblés, et stratégiquement régressifs parce qu'ils perpétuent la dépendance.

Parallèlement, **la crise dessine les contours d'un véritable bouclier électrique**, bien que son efficacité soit encore sous-estimée par ceux qui n'en bénéficient pas encore. Ce dernier est le seul capable de concilier trois exigences révélées par l'enquête : protection du pouvoir d'achat, réduction de la vulnérabilité géopolitique, et ciblage social dans un cadre de finance publique très restreint.

Le rôle de l'État doit donc **pivoter d'un rôle d'assureur des prix fossiles vers celui d'accélérateur de l'investissement vers l'électrification**. L'arbitrage doit se faire en faveur d'un transfert du soutien fiscal, du fossile à l'électricité et vers les solutions de protection sur le long terme. Présenter l'électrification des usages comme la clé de voûte de notre indépendance économique dans un monde où les tensions s'intensifient, comme un bouclier, qui protège les ménages et les entreprises de hausses exogènes des prix, tout en valorisant une industrie dont la majorité des acteurs sont européens, voilà le récit qu'il faut porter pour sortir de cette crise. La condition de réussite est double : **déplacer le centre de gravité des aides** (de la pompe vers l'électricité et l'équipement) et **rendre visible, compréhensible et accessible un bouclier électrique** qui, dans les faits, commence déjà à protéger une fraction des ménages.



Institut Montaigne
59 rue La Boétie, 75008 Paris
Tél. +33 (0)1 53 89 05 60
institutmontaigne.org

Imprimé en France
Dépôt légal : avril 2026
ISSN : 2999-3067

ABB France

AbbVie

Accenture

Accor

Accuracy

Adeo

ADIT

Air Liquide

Allianz

Amazon

Amundi

Antidox

Antin

Infrastructure

Partners

ArchiMed

Ardian

Arthur D. Little

August Debouzy

AXA

Bain & Company

France

BearingPoint

Bessé

BNP Paribas

Bolloré

Bouygues

Brousse Vergez

Brunswick

Capgemini

Capital Group

CAREIT

Carrefour

CEO2CEO

Consulting

Chubb

CIS

Clariane

Clifford Chance

CNP Assurances

Cohen Amir-

Aslani

Conseil supérieur

du notariat

D'Angelin &

Co.Ltd

Dassault

Systèmes

Delair

Deloitte

Domia Group

Edenred

EDF

EDHEC Business

School

Edmond de

Rothschild

Ekimetrics France

Engie

EQT

ESL Rivington

Eurogroup

Consulting

Everest Insurance

International

FGS Global

FIVES

Forvis Mazars

Gide Loyrette

Nouvel

Gigalis

Google

Groupama

Groupe Bel

Groupe Berkem

Groupe BPCE

Groupe Garcia

Groupe M6

Groupe Orange

Hameur et Cie

Hitachi Energy

France

Hogan Lovells

Howden

HSBC Continental

Europe

IBM France

IFPASS

Incyte Biosciences

France

Institut Mérieux

International SOS

Interparfums

Ionis Education

Group

iQo

ISRP

Jeanet Associés

Johnson &

Johnson

Jolt Capital

Kairos

Katalyse

KPMG S.A.

Kyndryl

La Banque

Postale

Lazard

LCH SA

Lenovo ISG

Les Jardins

de la Testa

Linedata Services

Lloyds Europe

L'Oréal

LVMH

M.Charraire

Média-

Participations

Mediobanca

Mercer

Meridiam

Meta

Microsoft France

Mistertemp'

Mitsubishi France

S.A.S

Moody's France

Morgan Stanley

Natural Grass

Naval Group

Nestlé

OCIRP

ODDO BHF

Orano

o9 Solutions

PAI Partners

Pergamon

Polytane

Publicis

PwC France

& Maghreb

Qualisocial

Raise

Renault

Ricol Lasteyrie

Rivolier

Roche

Roche

Diagnostics

Rokos Capital

Management

Rothschild & Co

RTE

Safran

Sanofi

SAP France

Schneider Electric

SERB

Pharmaceuticals

Servier

SGS

SIER Constructeur

SNCF

SNCF Réseau

Sodexo

SUEZ

Synergie

Teneo

The Boston

Consulting Group

Tilder

Tofane

TotalEnergies

TP ICAP

Transformation

Factory

Unicancer

Veolia

Verian

Verlingue

VINCI

Vivendi

Vodafone Group

Wavestone

White & Case

Willis Towers

Watson France

Zurich

Le prix de l'énergie n'est plus un simple aléa, c'est une contrainte structurelle qui redessine les fractures sociales et territoriales françaises.

Alors que les tensions géopolitiques au Moyen-Orient provoquent une nouvelle envolée des cours du pétrole et du gaz, l'**Institut Montaigne**, en partenariat avec **Verian**, a interrogé 1 000 Français pour sonder leurs vulnérabilités et leurs attentes. Le constat est sans appel : **92 % de la population s'inquiète** de la hausse des prix, et une majorité de citoyens perçoit désormais ces crises non comme des accidents, mais comme la norme d'un nouveau régime de volatilité.

Plus qu'une inquiétude latente, la crise énergétique impacte directement les ménages. Notre dépendance aux hydrocarbures importés enferme les plus précaires et les habitants des zones rurales dans une trappe, rendant **difficilement supportables** les factures énergétiques en cas de hausse des prix et imposant des sacrifices sur des postes essentiels comme l'alimentation, le logement, ou la santé.

Pourtant, une forme de protection existe déjà : **l'électrification**. Si les utilisateurs de pompes à chaleur et de véhicules électriques bénéficient d'un « bouclier » contre les chocs mondiaux, cette protection reste largement invisible pour ceux qui n'ont pas encore franchi le pas.

Pour surmonter cette tension et permettre le déploiement de ce bouclier électrique, il faut changer de récit. C'est d'ailleurs l'un des grands enseignements de cette enquête : **la transition énergétique n'est plus d'abord perçue par les Français comme un impératif écologique, mais comme une question de sécurité économique et de souveraineté.**

Comment réorienter l'action publique pour protéger sans enfermer ?

Cette opération spéciale décrypte la perception des Français et leurs réalités et propose des pistes opérationnelles pour substituer au soutien conjoncturel une stratégie de long terme fondée sur un atout français majeur : une électricité largement décarbonée, produite sur le territoire.

10 €

ISSN : 2999-3067

OPS2604-01